

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 PARCAY MESLAY

Parçay-Meslay, le 12/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SARP OSIS Ouest

ZI n° 2 - BP 311
10, rue Prony
37300 JOUE LES TOURS

Références : RAPVI 2022/0922/BR
Code AIOT : 0010000736

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/08/2022 dans l'établissement SARP OSIS Ouest implanté ZI n° 2 - BP 311 10, rue Prony 37300 JOUE LES TOURS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite effectuée dans le cadre de l'incident survenu le 25/07/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP OSIS Ouest
- ZI n° 2 - BP 311 10, rue Prony 37300 JOUE LES TOURS
- Code AIOT : 0010000736
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Site IED-MTD

Le site de Joué-lès-Tours comprend trois activités :

- Assainissement,
- Transit de déchets dangereux en citerne et conditionnés,
- « Inspection vidéo ».

L'activité principale (Transit de déchets dangereux) de la société relève de la directive IED sous la rubrique 3550 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, qui est associée au document de référence européen BREF WT traitement de déchets.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Information de l'inspection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Information de l'inspection	Arrêté Préfectoral du 05/03/2021, article 2.5.1	/	Sans objet
2	Rapport d'accident/incident	Arrêté Préfectoral du 05/03/2021, article 2.5.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Information de l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2021, article 2.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration accident/incident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.
Constats : Conforme.
Observations : L'incident a été déclaré par l'exploitant à l'inspection par courriel du 29/0/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rapport d'accident/incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2021, article 2.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport d'accident/incident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen terme ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : Conforme.
Observations : Le rapport d'incident (selon le modèle BARPI) a été communiqué par l'exploitant à l'inspection par courriel du 03/08/2022. En plus du document BARPI, l'exploitant a apporté des précisions complémentaires et indiqué que des investigations sur l'origine de l'incident sont toujours en cours, en liaison avec l'entreprise productrice du déchet incriminé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet